

Le Syndicat des transports d'Ile-de-France a validé mercredi de nouveaux achats

Polémique autour du vote sur la fin des bus diesel

Drôle d'atmosphère au conseil du Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif). Et la pollution record aux particules fines n'y est cette fois pour rien. Mercredi, la fin programmée de l'utilisation du diesel pour les 9 000 bus franciliens à l'horizon 20125 (voir notre édition de mercredi) a bien été actée. Mais le vote a donné lieu à quelques surprises, suivies d'une belle passe d'armes.

Contre toute attente, et à l'instar de l'UMP, Bernard Gaudillière et Julien Bargeton, les deux conseillers de Paris socialistes (et soutiens de la candidate PS Anne Hidalgo) siégeant au conseil du Stif ont voté... contre la délibération. Celle-ci est passée grâce aux voix des conseillers régionaux PS et Europe Ecologie.

Explication de vote : si le document prévoit bien l'achat de plusieurs centaines de bus propres hybrides (électrique et carburant) ou roulant au gaz naturel en 2014 et 2015, il confirme aussi l'arrivée de bus diesel déjà commandés. Julien Bargeton, adjoint PS aux Transports du maire de Paris avance le chiffre de 325 véhicules (l'UMP en a compté 600 et la RATP en annoncé 179). « Ce n'est pas acceptable, lâche l'élu. Cela fait un an que le conseil de Paris a voté un vœu demandant la sortie du diesel. On avait largement le temps de négocier avec les cons-



La commande, cette année, de bus ne correspondant pas aux récentes normes anti-polluantes, a agacé certains conseillers PS jugeant cette décision évitable.

tructeurs pour trouver d'autres solutions possibles.»

■ Les détracteurs accusés d'opportunisme

A l'initiative de la décision du Stif, le vice-président EELV du conseil régional en charge des Transports, Pierre Serne, fulmine contre une « posture électoraliste » en pleine

campagne des municipales. « Ils ont reçu leurs ordres d'Anne Hidalgo quelques minutes avant le vote, confie-t-il. Ils auraient voté autrement s'ils avaient été libres. »

Selon l'élu écologiste, renoncer à ces commandes de bus – des véhicules nouvelle génération qui respectent la norme européenne Euro 6 – est à la fois « une aberration économique et écologique ». « Annuler une commande 85 bus articulés nous aurait coûté 22 M € de pénalités et aurait mis une usine au chômage technique dans l'Est. Sans compter qu'on aurait dû laisser dans les rues de Paris des bus diesel bien plus polluants. »

Face à ces critiques virulentes, également échangées sur le réseau social Twitter jusqu'à hier, Julien Bargeton se dit « serein ». « Je répète que ces bus ne sont pas encore achetés car on les paye à réception. Or, on sait qu'un bus roule quinze ans. Cela veut donc dire qu'on ne sortira pas du diesel avant 2030. »

Duel Hidalgo-NKM sur la pollution

La forte pollution qui s'est abattue depuis lundi sur la capitale n'est pas sans incidence sur le déroulement de la campagne des municipales. Hier matin la candidate PS Anne Hidalgo a accusé sa rivale UMP Nathalie Kosciusko-Morizet, sur France Info, d'avoir participé comme ministre de l'Environnement à la « diésélisation du parc automobile

français ». Une politique qui a, selon elle, atténué « les efforts entrepris (par la Ville de Paris) pour réduire la circulation ». La réplique n'a pas tardé côté NKM. « Encore une défaisse d'Anne Hidalgo » ont réagi ses porte-parole, accusant la municipalité d'avoir multiplié par 2,86 la consommation de diesel de son parc automobile entre 2008 et 2012.

J.D.

J.D.